

**Pierre Klein**

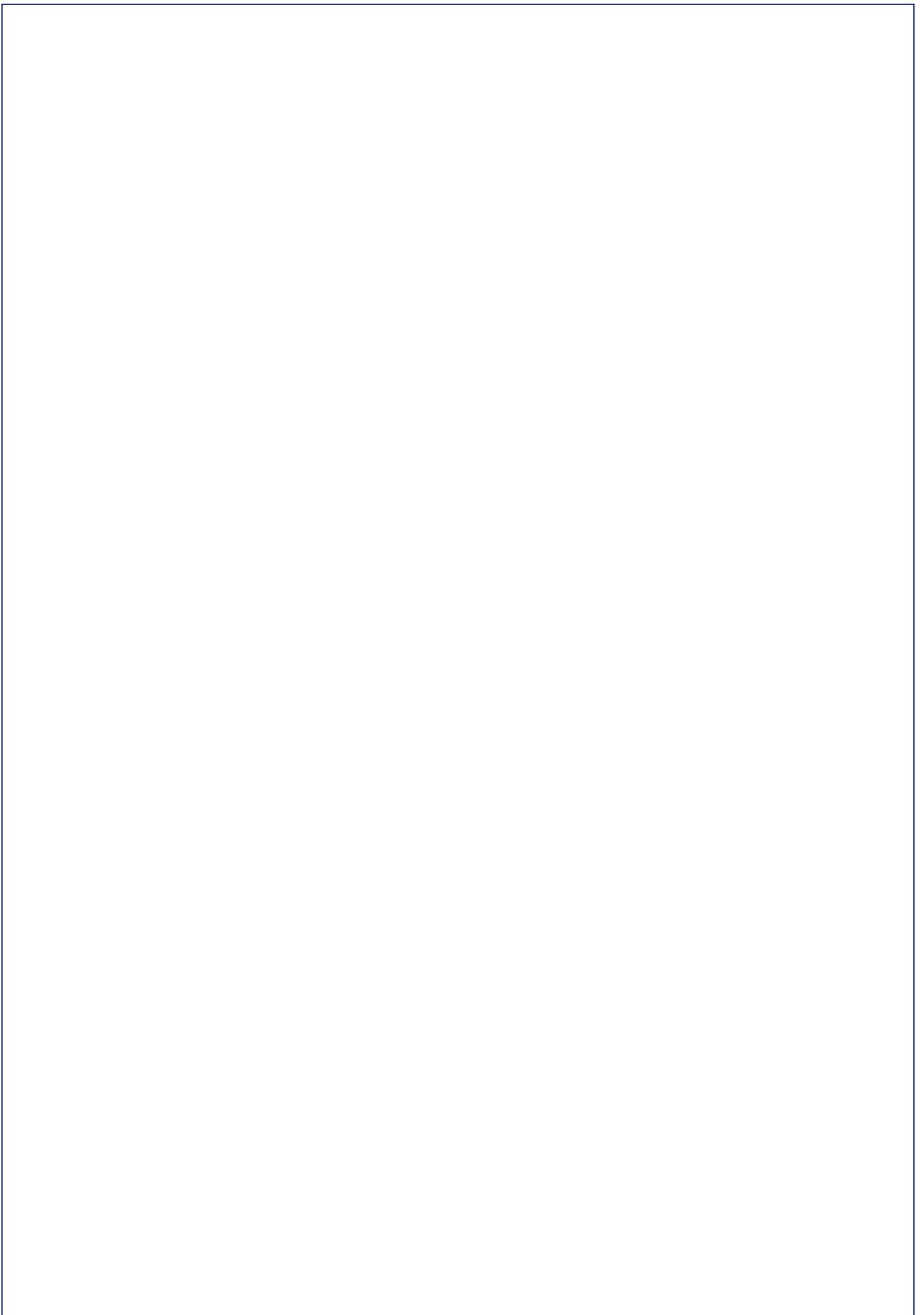
**Mais qu'est-ce que l'Alsace au juste ?**

*Aber was ist denn nun das Elsass?*



**Les huit identités de l'Alsace**  
*Die acht Identitäten des Elsass*

**Une publication de la fédération Alsace bilingue**  
*Eine Publikation des Verbandes zweisprachiges Elsass*



## Mais qu'est-ce que l'Alsace au juste ?

L'Alsace n'existe qu'en nous-mêmes. Le tout est de savoir, quelle forme, elle y prend et pourquoi.

### **La première identité de l'Alsace est géographique.**

L'Alsace est, ce qu'elle est, avant tout, parce qu'elle est située là où elle est. L'Alsace n'est pas que l'extrémité orientale de la France, une fin de terre. Elle est aussi l'extrémité occidentale de la *Mittleuropa*, de l'Europe centrale. C'est de cette situation géographique que découlent la plupart de ses particularismes, qu'il s'agisse de langue, de culture, d'économie, d'écologie ou de « transfrontalité », qui constituent un réel capital si on sait les reconnaître et les mettre en valeur. Ils constituent un vrai – plus – pour l'Alsace et pour la France tout entière !

### **Une deuxième identité dépendant directement de la première est la "rhénanité" de l'Alsace.**

L'Alsace a une forte identité rhénane et c'est une grande chance pour la France d'avoir un pays rhénan en son sein. Elle a tout intérêt à lui conserver sa rhénanité. Elle est rhénane, parce qu'elle a participé de ce qui a été le principal axe de civilisation dans l'Europe du Moyen Âge et de la Renaissance. Lorsque l'on fait dire à Louis XIV voyant pour la première fois l'Alsace - quel beau jardin- cela confirme la beauté et la richesse économique et culturelle de la région.

Un siècle plus tôt, Érasme de Rotterdam a pu dire de Strasbourg « J'ai vu une monarchie sans tyrannie, une aristocratie sans faction, une démocratie sans désordre, la richesse sans luxe, la prospérité sans outrecuidance. Saurait-on imaginer bonheur plus réel que cette harmonie ? ». Encore de nos jours, l'Alsace participe à l'épine dorsale économique, un axe qui va de Londres à Milan en passant par la vallée du Rhin, avec ce que cela représente toujours de possibilités économiques et culturelles pour elle.

Si aujourd'hui les imbrications et les échanges existent toujours ou à nouveau dans le Rhin supérieur, elles n'opèrent plus dans la même forme, tant les limites et les discontinuités se sont imposées et tant le partage de langue sur les deux rives du Rhin file entre les doigts des Alsaciens.

### **L'autre identité de l'Alsace est historique.**

L'histoire de l'Alsace est faite de continuités et de ruptures. Cinq ruptures politico-historiques qui ont laissé leurs marques dans les consciences : 1648, début de l'annexion française ; 1870, annexion allemande ; 1918, retour à la France ; 1940, annexion allemande ; 1944/45, retour à la France. Des générations ont été déchirées par les antagonismes nationaux, condamnées à servir aujourd'hui ce qu'elles devaient renier hier, et inversement, et toujours à refouler une part d'elles-mêmes.

Si l'Alsace a une histoire, elle n'a par contre pas de mémoire, car à vrai dire, les Alsaciens n'ont jamais eu l'occasion de faire ensemble un travail sur leur histoire et leur culture ni donc d'élaborer ensemble une mémoire collective, notamment parce que leur histoire et leur culture restent non enseignées dans les écoles d'Alsace et qu'elles sont très peu présentes dans les médias publics, régionaux en particulier. Ce qui manque le plus à l'Alsace, c'est un récit alsacien, un récit partagé sur l'histoire et la culture d'Alsace qui traverserait la société alsacienne.

### **Une quatrième identité est linguistique.**

Si la langue n'est pas toute l'identité, il n'y a néanmoins pas d'identité culturelle sans langue, parce que c'est principalement par elle et ce qu'elle véhicule que se construit l'identité. La langue n'est pas toute l'identité. Ainsi ne peut-on pas définir l'identité française par la seule langue française. La langue confère une identité linguistique. S'agissant de l'Alsace, en raison de la présence, pas seulement historique, de deux langues, la française et l'allemande (standard et dialectale), l'identité linguistique de l'Alsace est bilingue.

Derrière les langues d'Alsace, il y a la culture. Aussi, ces langues contribuent-elles à l'identité culturelle, en l'occurrence à une culture bilingue ou encore à une double culture. La culture est à la base de tout, et lorsqu'elle est double, elle en dédouble les impacts. En marge de cela, posons-nous la question (iconoclaste ?) de savoir l'Alsace et ses paysages culturels seraient les mêmes si on n'y avait pas en particulier parlé et écrit l'allemand. Pour s'en convaincre, comparons-les avec ceux de deux régions voisines, le Pays de Bade et le département des Vosges.

La question n'est pas de savoir si les Alsaciens ont renoncé à leur bilinguisme. Elle est celle de savoir si toutes les conditions ont été réunies pour qu'ils puissent vivre pleinement leur bilinguisme. Cela est loin d'être le cas. Les langues ne meurent pas, c'est leur pratique sociale qui vit ou non. L'allemand standard et dialectal ont-ils bénéficié ces dernières décennies d'une existence sociale à pleine et entière ? Ont-ils trouvé un usage normal à l'école, dans les médias, dans l'administration, dans la culture, dans l'économie ou cet usage a-t-il été réduit, voire nul ? L'offre de langue n'a-t-elle pas été minimale, voire inexistante, dans beaucoup de situations ? S'il n'y a pas d'offre, il n'y a conséquemment pas de demande. On ne transmet pas, on n'apprend pas une langue qui ne sert à rien ou qui est confinée !

L'individu, généralement l'enfant, ne choisit pas sa langue première. Elle lui est imposée au travers de la socialisation anticipée, primaire et secondaire, c'est-à-dire par l'environnement psychologique, sociolinguistique, familial, scolaire et social.

Une langue existe par la pratique qu'en font ses usagers. Cette pratique répond à un besoin individuel et social, une demande de langue, et s'exerce au travers d'une fonctionnalité de la langue, une offre de langue. Demande et offre de langue présentent divers domaines d'action, domaine vernaculaire (privé, familial), domaine véhiculaire (usage courant de la vie sociale et économique), domaine référentiel (officiel, culturel, scolaire et identitaire) et domaine religieux (liturgie). Ce sont ces critères qui déterminent la rencontre entre la demande et l'offre de langue, c'est-à-dire le marché linguistique.

Pour faire changer de langue à une population, il faut faire intervenir plusieurs facteurs : diminuer le nombre de locuteurs et les fonctions de la langue dominée, dévaluer sa fonction identitaire et obtenir la légitimation de cette politique. Le changement de langue peut se faire par rupture (d'une génération à l'autre) ou de façon continue (par un lent processus d'absorption). Le changement est d'autant plus rapide que les deux phénomènes s'additionnent. C'est le cas en Alsace.

*« Lorsque, à l'inverse, une langue jusque-là dominée accède au stade de langue officielle, elle subit une réévaluation qui a pour effet de modifier profondément la relation que ses utilisateurs entretiennent avec elle. »* Pierre Bourdieu in « Ce que parler veut dire »

Pour que la langue régionale (allemand standard et dialectes d'Alsace) puisse survivre dans la société alsacienne, elle doit pouvoir y bénéficier d'une existence scolaire, culturelle, administrative, économique et sociale (à l'exclusion de ce qui doit être véritablement régalien<sup>1</sup>). C'est une condition *sine qua non*. Tout le reste n'y suffira pas. Il y a donc un triple travail à mener par la collectivité alsacienne, celui de la définition d'une stratégie identitaire désinhibée, celui d'obtenir les libertés nécessaires "pour faire", et celui du "faire". Il conviendrait d'ores et déjà d'assurer les existences énoncées ci-dessus à hauteur de 30 %. Ce taux est à la fois le minimum nécessaire pour assurer une survie à court terme et la base utile pour un plein emploi futur.

L'allemand est alsacien, l'alsacien, c'est de l'allemand. Ce paradigme a traversé les générations et les siècles. Renoncer au standard allemand au profit exclusif des dialectes, ce serait adopter une attitude provincialiste, favoriser le repli identitaire au détriment d'une ouverture sur l'ensemble germanophone, soit environ 120 millions de locuteurs en Europe. Ce n'est pas peu. Ce serait comme en Saintonge jouer le dialecte saintongeais ou au Poitou jouer le poitevin, des dialectes d'oïl, contre le standard français.

La situation de la langue allemande en Alsace, standard et dialectale, est des plus alarmantes pour qui tient au bilinguisme, en premier lieu parce que la place qui lui est réservée dans la société alsacienne est des plus ténues. Quelle est la part de la responsabilité des décideurs dans cette situation ? Sans aucun doute, ils tiennent la part la plus importante, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui.

Depuis la création de la Collectivité européenne d'Alsace, une définition de la langue régionale d'Alsace est mentionnée dans une loi de la République, à savoir la LOI n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, Art. L. 3431-4.- «La Collectivité européenne d'Alsace crée un comité stratégique de l'enseignement de la langue allemande en Alsace, dans sa forme standard et ses variantes dialectales, qui réunit le rectorat et les collectivités territoriales concernées et dont les missions principales sont de définir une stratégie de promotion de l'allemand dans sa forme standard et ses variantes dialectales, d'évaluer son enseignement et de favoriser l'interaction avec les politiques publiques culturelles et relatives à la jeunesse ».

### **Une cinquième identité est culturelle.**

La culture régionale est culture en Alsace. Elle trouve notamment son expression en français, en allemand standard ou en allemand dialectal. Elle est culture bilingue constituée des cultures française, allemande et proprement alsacienne. Elle est à la fois une et diverse.

En effet, si l'on veut bien considérer que l'allemand est alsacien, comme l'alsacien est allemand, alors non seulement Weckmann est culturellement alsacien, mais aussi Goethe, qui tient ici compagnie à Molière et à Voltaire. Ce faisant, la culture alsacienne ainsi considérée ouvre aux univers culturels français et allemand et pas qu'à eux. En même temps, elle en vit et y contribue.

La culture est à la base de l'unité de l'Alsace, en même temps que son originalité la plus tangible. Elle se caractérise essentiellement par son intensité, sa profondeur et sa pluralité. Cette dernière trouve ses origines dans les apports successifs (français, allemands et proprement alsaciens et

---

<sup>1</sup> On n'en est pas à demander, par exemple qu'à l'armée française les ordres soient donnés en breton, basque ... allemand. Que les jacobins soient rassurés.

autres) qui, aujourd'hui, se confondent de bien des façons pour former la culture alsacienne. Aussi, l'Alsace peut-elle être décrite comme une terre d'échange et de synthèse.

Les choses, cependant, n'ont pas été et ne sont pas toujours simples. Les ruptures et les affrontements politiques et nationalistes, l'érosion actuelle de pans entiers de la culture alsacienne et la perte de repères qui l'accompagne ne sont pas sans créer des interrogations, des doutes et des malaises.

### **Une sixième identité de l'Alsace est économique.**

Si l'Alsace a (encore) une forte identité linguistique et culturelle, elle a aussi une forte identité économique. Et les deux sont en forte interrelation et s'enrichissent (encore) réciproquement. L'Alsace est fille de l'histoire, mais l'histoire a longtemps fait de l'Alsace un glacis politique et économique. Aujourd'hui, et c'est un peu comme une réparation historique, comme une émancipation active des pesanteurs de l'histoire, en tout cas c'est une nécessité vitale, la géographie impose à l'Alsace et à son économie une logique et une dynamique d'ouverture internationale avec une priorité pour le bassin du Rhin.

L'intégration européenne a donné un grand souffle à l'Alsace et à son économie. Au fil des décennies, l'Alsace est devenue une région dont l'économie est très ouverte, notamment sur le bassin rhénan, véritable épine dorsale économique européenne, sur le reste du monde aussi. Et le monde de demain appartiendra à ceux qui seront bilingues et plurilingues. Un bilinguisme français-allemand bien construit ouvre sur toutes les langues romanes et à toutes les langues germaniques. Il a été une des clés des performances économiques et le sera encore à l'avenir, si on veut bien lui porter toute l'attention qu'il nécessite, pour le bien de l'Alsace... et de la France tout entière.

### **Une septième identité est psychologique.**

L'année 1940 marque à ne pas en douter la rupture la plus profonde dans la psyché alsacienne. Le national-socialisme est introduit en Alsace. Et les occupants allemands n'auront que faire de la démocratie et des droits humains, mais aussi des éléments français de l'identité alsacienne. L'annexion par une mauvaise Allemagne, c'est un euphémisme, et l'incorporation de force seront à l'origine d'une véritable catastrophe identitaire. Elles provoqueront un anti-germanisme exacerbé et le rejet/refoulement d'une part de l'identité alsacienne, la part allemande.

Si l'Alsace a été annexée à l'Allemagne nazie, si cette annexion a occasionné un véritable traumatisme et si le post-traumatisme a consisté à rejeter tout caractère allemand de l'Alsace, le temps de la résilience, c'est-à-dire de celui du « *Werde, der du bist* », du deviens qui tu peux être, du libère-toi de tes inhibitions et refoulements, n'est-il pas venu, ne doit-il pas venir à l'heure de la réconciliation franco-allemande ?

L'Alsace n'a pas été victime de la langue allemande, c'est-à-dire d'une part d'elle-même. Elle a été victime du nazisme. Ce n'est pas la même chose. L'Alsace s'est longtemps nourrie à la langue et à la culture allemandes. Elle y a même apporté une contribution majeure<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> La part de l'Alsace à la formation et au développement de la langue et de la culture allemandes a été de première importance : le premier poème en 870 (Das Evangelienbuch : Otfried), le premier fabuliste en 1180 (Gleissner), le chef-d'œuvre du Minnesang vers 1210 (Tristan und Isolde : Gottfried von Straßburg), la première chartre en 1251 (premier document administratif à Lautenbach), les premières chroniques en 1362 (Fritsche Clossener et Twinger von Königshofen), le premier livre pour enfants en 1435 (Das heilige Namenbuch : Dankrotzheim), la première bible imprimée en 1466 (Johannes Mentelin), le livre le plus lu en Europe avant la bible de Luther en 1494 (Das

L'Alsace, c'est aussi des douleurs du passé qui se muent en non-dits, ces maîtres silencieux qui poussent à la reproduction inconsciente de schémas anciens et anachroniques ou quand les petits enfants restent notamment enfermés dans l'anti-germanisme de leurs grands-parents, voire l'accentue.

L'épreuve a rendu les Alsaciennes et les Alsaciens vulnérables, mais l'épreuve n'est (ne doit être) qu'un passage. Les actes à venir nous diront s'ils sont devenus résilients et s'ils réhabiliteront pleinement la langue allemande comme étant un des éléments forts de leur identité, s'ils ouvriront les yeux sur la forte efficacité sociale, culturelle et économique du bilinguisme français-allemand, et s'ils referont de ce dernier un bien collectif. « Survivre aux épreuves est la meilleure façon de faire ses preuves. » (Saint-Exupéry).

Une identité partagée et donc collective, autrement dit, un agir et vivre ensemble voulu et construit, et la possession d'un réseau durable de relations qu'il fonde, constitue un véritable capital social. Plus l'identité collective est forte, plus le capital social sera fort et plus forte sera sa possibilité de faire fructifier le bien commun économique et culturel.

Le dynamisme des hommes et des sociétés est directement conditionné par leur sentiment d'identité. La reconnaissance de la diversité constitue un puissant moteur de développement pour les individus et les sociétés, en ce qu'elle donne le goût de se distinguer et les forces pour y parvenir.

Si l'identité de l'Alsace est bien une identité française, son avenir passe néanmoins par une identité française qui reconnaîtrait bien davantage ses identités dites régionales. Autrement dit par une identité française construite sur le principe d'union dans la diversité, mieux encore par une identité unie par la valorisation de ses différences, enrichie aussi. Faute de quoi la déliquescence de l'identité culturelle alsacienne va se poursuivre et l'Alsace finira totalement alignée l'unidimensionnalité de l'identité française, c'est-à-dire qu'elle aura disparu en tant qu'élément de différenciation.

La France est ainsi faite qu'elle appelle au sacrifice des langues dites régionales sur l'autel de l'union dans l'uniformité. Soit on s'en offusque et on demande une révision des concepts qui en sont à l'origine de cet état de fait, soit on fait avec. Mais faire avec suffira juste à agir à la marge et sans doute pas même à maintenir l'existant en connaissance et en pratique des langues régionales de France.

Parler de l'Alsace, c'est parler de la France et plus encore de l'Europe. Tout ce qui s'est fait en Europe s'est aussi fait en Alsace. L'Alsace est un concentré d'Europe, de ses heurs et de ses malheurs. Et comme l'Europe, l'Alsace est une et diverse. La France aussi. L'une de ses diversités a pour nom Alsace. Il reste à la France de la reconnaître entièrement et à l'Alsace d'être en mesure de la vivre pleinement. Pour ce faire, elle a besoin de "Plus d'Alsace"-, c'est-à-

---

Narrenschiff : Sebastian Brant), le premier livre de sciences médicales en 1497 (Hieronymus Brunschwig), la première encyclopédie médicale en 1518 (Spiegel der Artzney : Fries), le premier Schwankbuch en 1519 (Johannes Pauli), le premier roman vers 1557 (Der Goldfaden : Jörg Wickram), la première messe en 1524 à Strasbourg, un an avant Wittenberg, le premier Vitruvius, livre d'architecture en 1548 (Vitruvius Teutsch : Riff), le premier livre de grammaire en 1573 (Ölingen), le premier cycle de sonnets en 1575 (Johann Fischart), le premier Journal en 1605 (Relation : Carolus) par exemple en langue allemande sont alsaciens.

dire de plus de pouvoirs et de moyens, et donc d'exister au travers d'une institution pleine et entière. Le "Plus d'Alsace" sera alors un vrai plus pour les Alsaciens et pour la France.

L'Alsace se trouve à la croisée des chemins. Soit elle disposera à l'avenir des pouvoirs et des moyens lui permettant de définir et de gérer ce qui lui est propre, tout en définissant et gérant avec d'autres ce qui est commun, soit elle disparaîtra dans les oubliettes de l'histoire, alignée qu'elle serait sur l'uniformité jacobine qui se veut d'unir les mêmes et non les différents et qui, ce faisant, crée des « territoires » neutres d'histoire, sans identité, sans réel pouvoir et ayant tous, les mêmes propriétés ou presque<sup>3</sup>.

La France n'a jamais conduit en Alsace une politique à la hauteur des enjeux, étant obnubilée par l'égalitarisme et coincée dans son centralisme, et l'Alsace n'a jamais disposé des pouvoirs ni des moyens pour le faire. L'Alsace aura-t-elle à l'avenir le choix entre d'une part la normalisation, c'est-à-dire l'alignement jacobin sur l'indifférencié et d'autre part la différenciation, c'est-à-dire l'exercice girondin de compétences et de dérogations particulières ? Rien n'est moins sûr !

### **Une huitième identité est politique.**

Celle-ci recouvre deux aspects, celui institutionnel et celui de la classe politique. Il nous est donné d'entendre des choses pleines d'arrogance venant des prosélytes du Grand Est. Par exemple : l'identité de l'Alsace ne serait en rien menacée depuis sa fusion dans le Grand Est. Certes, si l'Alsace n'est qu'un mot, son existence ne semble pas menacée. Mais l'Alsace n'est-elle pas plus que cela ?

Il nous a été donné d'entendre des choses pleines de retenue venant de membres éminents de la classe politique alsacienne. La question du retour à une région alsacienne ne serait pas une question identitaire. On s'effraie du nom, alors que c'est justement parce que l'on n'a pas tenu compte de son identité que l'Alsace a pu si aisément être fusionnée dans le Grand Est<sup>4</sup>.

On ne résout bien que ce qui est clairement énoncé. Ce que les Alsaciens déplorent en premier lieu dans la situation actuelle, c'est de ne plus être reconnus en tant qu'Alsaciens, au travers d'une institution politique alsacienne pleine et entière, alors qu'ils ont toujours été de bons enfants de la République. Ils ont parfaitement compris que, sans reconnaissance de son identité, une région peut facilement être absorbée. De plus, ils ont réalisé qu'une région Alsace réunifiée ne disposerait pas de pouvoirs ni de ressources supplémentaires par rapport à la région dissoute, ni au Grand Est actuel.

C'est donc bien en premier lieu pour eux une question d'identité. Pour répondre à leur demande, il y a une double revendication à formuler. Celle en faveur de la reconnaissance d'une identité et celle des pouvoirs et des moyens pour la construire. L'une ne sera satisfaite sans l'autre. Cela passe par l'obtention d'une vraie Collectivité à statut particulier (CSP) et par la sortie du cadre départemental actuel de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

---

<sup>3</sup> Il existe en effet des statuts particuliers en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, aux Antilles, en Corse, à Paris...

<sup>4</sup> Le schéma de pensée qui a conduit à la réforme territoriale de 2015 était résumé par Madame Lebranchu, alors ministre en charge des Collectivités territoriales. En France, disait-elle, la région « est un outil institutionnel pas un outil de reconnaissance culturelle ou historique ». N'étant pas reconnue dans son identité, il était alors aisé de faire disparaître la région Alsace.

On a tout à gagner à dire les choses comme elles sont et comme elles devraient être. Nous sommes responsables de notre futur. Ce futur passe par une forte inscription de l'identité alsacienne dans l'identité française et par une, non moins forte, résilience alsacienne.

La France n'a rien à gagner à dissoudre la diversité dans l'uniformité jacobine. Par contre, elle a tout à gagner à la reconnaître et à la valoriser. La diversité apporte d'autres perspectives et d'autres idées. La mise en commun de différences d'horizons, de cultures et d'expériences favorise grandement la créativité et l'innovation et enrichit l'union.

## Annexe 1

### De quelques dates de l'histoire de l'Alsace

Hallstatt und La Tène : Proto-celtes et celtes.

70av. J.-C. : premiers germains.

58 av. J.-C. : Rome sur le Rhin.

406 ap. J.-C. : arrivée massive de Germains. Les Alamans s'installent. Rome abandonne le Rhin.

640-740 : Duché d'Alsace.

IXème siècle : Comtés du *Nordgau* et du *Sundgau*.

843 : Traité de Verdun (partage de l'empire de Charlemagne en Francie de l'Ouest, Lotharingie dont l'Alsace, et Francie de l'Est).

870 : Traité de Meerssen ; l'Alsace dans le royaume de Louis le germanique.

XIIème siècle : Landgraviats de Haute et de Basse Alsace.

1354 : Création de la Décapole.

XVIe siècle : Réunions des états d'Alsace (*Landstände*).

1648 : Traité de Westphalie, début de l'annexion de l'Alsace par la France.

1678 : Fin de la Décapole.

1680 : Les princes et seigneurs possessionnés en Alsace doivent faire allégeance au roi de France leurs biens passent à la couronne.

1681 : Strasbourg annexée par la France.

1697 : Traité de Ryswick<sup>5</sup>. La frontière est portée sur le Rhin.

1793 : Le comté de Sarrewerden (Alsace bossue) annexée par la France.

1798 : Mulhouse « réunie » à la France.

XVIIIe siècle : Création d'une Province d'Alsace.

1790 : Création des départements du Haut et du Bas-Rhin.

1870/71 : L'Alsace et une partie de la Moselle cédés à l'Allemagne. Création du Reichsland.

1874 : Création du *Landesausschuss* (Délégation d'Alsace-Lorraine), autonomisme dans le cadre du Reichsland...

1911 : Une Constitution pour le Reichsland, Création du *Landtag* (Parlement d'Alsace-Lorraine)...

1918 : Retour à la France, autonomisme dans le cadre de la République...

1940 : annexion de fait (*Anschluss*) par l'Allemagne nazie...

1944/45 : Libération et retour à la France

---

<sup>5</sup> Qualifié de *Rissweck* dans le Saint-Empire (wegreissen = arracher).

## Annexe 2

### Déroulé du rejet de la germanophonie alsacienne et partant du bilinguisme collectif français-allemand (standard et dialectes)

À son entrée en Alsace en 1648<sup>6</sup>, la France y rencontre une population non seulement hautement cultivée, mais de langue et de culture allemandes. La langue allemande y est en effet en usage à tous les niveaux de la société et l'Alsace participe pleinement à la culture allemande. Elle y a même apporté des contributions majeures.

Alors que dans d'autres pays du royaume, la monarchie s'était plutôt montrée arrangeante avec les langues qui y étaient en usage et avec la diversité culturelle, ce ne sera pas le cas en Alsace où l'élite n'est pas encore francisée ni de culture française, en tout cas pas uniquement, donc de culture étrangère au moment de l'annexion, de surcroît de celle de l'ennemi<sup>7</sup>.

La France s'empresse non seulement d'introduire l'application de l'ordonnance de Villers-Cotterêts<sup>8</sup>, mais dès 1685 le Conseil d'État prononce l'interdiction de la langue allemande « dans les Procédures, les Actes, Contrats et autres expéditions... à peine de nullité ... et de 500 livres d'amende ». Si elle a le souci de rompre les liens institutionnels qui unissent les deux rives du Rhin, elle a aussi et surtout celui du changement de culture en faveur de la culture française<sup>9</sup>.

Les pires menaces contre la langue et la culture allemandes apparaissent sous la Révolution au moment de la Terreur. Elles s'atténueront par la suite.

La mise en place du français dans les écoles primaires commence véritablement en 1833 en tant que matière, l'enseignement s'y poursuit comme de tout temps en allemand. En 1853, le français devient langue d'enseignement, l'allemand restant langue enseignée 35 minutes par jour.

Durant la période du Reichsland de 1871 à 1918, la langue allemande a été boostée, sans que la langue française<sup>10</sup> ne soit éliminée pour autant. Les classes sociales qui l'utilisaient avant 1870 vont continuer à l'utiliser durant cette période au point que la synthèse entre la classe bourgeoise vieille-allemande<sup>11</sup> et l'alsacienne ne prendra pas vraiment. Une double culture s'installe et porte de beaux fruits.

En 1920, l'allemand est banni des écoles de ces villages et dans le restant de l'Alsace, il est enseigné à raison de 3 heures hebdomadaires à partir de la 3<sup>ème</sup> année de l'école primaire. À partir de 1927, il le sera avec le même horaire à partir du 2<sup>ème</sup> semestre de la deuxième année.

---

<sup>6</sup> Une conquête du roi en Allemagne (Traité de Westphalie).

<sup>7</sup> D'ailleurs, et probablement pour les mêmes raisons, il n'y en avait pas non plus à ce moment-là dans les Flandres et le Roussillon, ni plus tard en Corse et dans le comté de Nice ... où, comme en Alsace, l'élite n'était pas encore francisée au moment de l'annexion et n'appartenait pas à la culture française.

<sup>8</sup> C'est-à-dire l'usage du français en matière juridique, étendu par la suite à l'administration.

<sup>9</sup> « Comme il est de conséquence d'accoutumer les peuples des pays cédés au roi par le traité de Munster à nos mœurs et à nos coutumes, il n'y a rien qui puisse y contribuer davantage qu'en faisant en sorte que les enfants apprennent la langue française... » (Colbert Charles, marquis de Croissy, 1666).

<sup>10</sup> À noter que cette langue restera enseignée en tant que langue première dans les villages romanophones des vallées.

<sup>11</sup> Vieux-allemands, c'est ainsi que l'on appellera les Allemands de l'autre rive installés en Alsace.

Il devient matière obligatoire au certificat d'études<sup>12</sup>. Cependant, dans une Instruction aux inspecteurs, le recteur Christian Pfister formule l'espoir que « ... ceux-ci (les enfants) devenus grands parleront le français avec leurs enfants et correspondront avec eux en cette langue ».

En 1940, l'Alsace est annexée de fait au IIIe Reich. Le français est prohibé strictement. Cette annexion, en fait un Anschluss, va occasionner un véritable traumatisme qui amènera nombre d'Alsaciens à renier la part allemande de leur identité.

Ce phénomène psychosociologique a été accompagné en 1945 de lourds interdits linguistiques à l'encontre de la langue allemande standard. Ces interdits prononcés en 1945, interdits scolaires<sup>13</sup>, interdits médiatiques<sup>14</sup> et interdits culturels constituèrent un tort immense fait à l'identité linguistique alsacienne et une violence psychologique faite aux Alsaciennes et aux Alsaciens.

Rien ne justifiait d'orienter les choses différemment de ce qu'elles étaient avant 1940<sup>15</sup>, sinon la volonté inavouée de poser les jalons pour un alignement sur le monolinguisme<sup>16</sup> déjà bien installé ailleurs en France et de mettre fin à une exception alsacienne.

Malgré de louables mesures prises depuis 1972<sup>17</sup> en faveur de la langue régionale d'Alsace, celles-ci ont été bien insuffisantes pour gagner en locuteurs et redresser la barre. Il a manqué :

- en premier lieu une approche de valorisation du bilinguisme et un discours de positivation par rapport au refoulement installé depuis 1945 ;
- un débat qui aurait permis un travail collectif sur l'identité alsacienne ;
- un enseignement généralisé de la langue, tant standard que dialectale, de l'histoire politique, linguistique et culturelle de l'Alsace ;
- une véritable présence dans les médias publics.

Pour finir, il a manqué une reconnaissance<sup>18</sup> et une pratique officielles<sup>19</sup> de la langue qui auraient entraîné une modification profonde de la relation entretenue par ses utilisateurs avec elle.

Il est communément admis que déjà pour survivre dans un espace donné une langue doit y bénéficier d'une existence sociale, c'est-à-dire scolaire, médiatique, culturelle, administrative,

---

<sup>12</sup> À noter que l'enseignement religieux se fait en allemand (4 heures/semaine).

<sup>13</sup> Arrêté rectoral de 1945 supprimant –provisoirement- l'enseignement de l'allemand. Il est donc mis fin à la réglementation de 1927. En même temps les cours de religion doivent être faits en français.

<sup>14</sup> Ordonnance du 13 septembre 1945.

<sup>15</sup> Ce que confirmait en mai 1947 le Conseil général du Bas-Rhin qui demandait la réintroduction d'un enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace avec retour au règlement en vigueur en 1939 (notamment enseignement obligatoire et épreuve obligatoire au certificat de fin d'études).

<sup>16</sup> L'objectif de ces interdits était de toute évidence de mettre fin à terme rapproché à une exception alsacienne où la langue française ne bénéficiait pas avant 1940 du monopole linguistique et culturel en cours dans le reste du pays, et aussi à un accès à une autre grande langue et à une autre grande culture que la française, à savoir l'allemande. Une fois cela accompli, le standard allemand devait apparaître aux yeux des Alsaciens comme une langue étrangère et la culture allemande comme une *terra incognita*. Dans ce schéma les dialectes d'Alsace, une fois découplés de la langue et de la culture desquelles ils participaient étaient condamnés à un appauvrissement d'abord qualitatif puis quantitatif et à une « patoisisation » et donc l'inutilité et enfin à l'inutilisation.

<sup>17</sup> Notamment à l'école avec à cette date l'introduction de la méthode Holderith, puis avec les préconisations des circulaires Deyon de 1982 et 1985.

<sup>18</sup> Par une loi qui consacrerait une co-officialité avec la langue française pour tout ce qui concerne l'existence sociale évoquée ci-dessus.

<sup>19</sup> Un emploi discursif par la classe politique et dirigeante en général.

économique, culturelle... à hauteur de 30 % d'emploi. Ce palier constitue le niveau de bilinguisme collectif nécessaire pour que la langue régionale perdure et est la base nécessaire à un développement plus large dans le futur, des fondations en quelque sorte.

Nous en sommes très loin en Alsace. Aussi, nous trouvons-nous aujourd'hui sur un véritable champ de ruines linguistiques et culturelles. Les jacobins sont-ils condamnés à gagner toujours ? Reconnaître le tort fait, c'est commencer à le réparer. Connaître le tort et ne pas vouloir le réparer, c'est persister.

## Aber was ist denn nun das Elsass?

**Das Elsass existiert nur in uns selbst.  
Die Frage ist: In welcher Form und warum.**

### **Die erste Identität des Elsass ist eine geografische.**

Das Elsass ist, was es ist, in erster Linie, weil es sich dort befindet, wo es ist. Das Elsass ist nicht nur das östliche Ende Frankreichs, ein Ende des Landes. Es ist auch das westliche Ende von Mitteleuropa. Und aus dieser geografischen Lage resultiert der Großteil seiner Besonderheiten, ob es sich nun um Sprache, Kultur, Wirtschaft, Ökologie oder „Grenzüberschreitungen“ handelt, die alle ein echtes Kapital darstellen, wenn man sie zu erkennen und zur Geltung zu bringen versteht. Sie stellen ein echtes - Plus - für das Elsass und für ganz Frankreich dar!

### **Eine zweite Identität, die direkt von der ersten abhängt, ist die Rheinischkeit (Rhénanité) des Elsass.**

Das Elsass hat eine starke rheinische Identität und es ist ein großes Glück für Frankreich, ein Rheinland in seiner Mitte zu haben. Es hat ein großes Interesse daran, ihm seine Rheinlandeigenschaft zu erhalten. Es ist rheinisch, weil es Teil dessen war, was die Hauptachse der Zivilisation im Europa des Mittelalters und der Renaissance war. Wenn man Ludwig XIV. beim ersten Anblick des Elsass sagen lässt - „welch schöner Garten“ -, bestätigt dies die Schönheit und den wirtschaftlichen und kulturellen Reichtum der Region.

Ein Jahrhundert zuvor konnte Erasmus von Rotterdam über Straßburg sagen: „Ich habe eine Monarchie ohne Tyrannei, eine Aristokratie ohne Fraktion, eine Demokratie ohne Unordnung, Reichtum ohne Luxus, Wohlstand ohne Überheblichkeit gesehen. Kann man sich ein realeres Glück als diese Harmonie vorstellen?“. Auch heute noch ist das Elsass Teil des wirtschaftlichen Rückgrats, einer Achse, die von London über das Rheintal bis nach Mailand reicht, mit all den wirtschaftlichen und kulturellen Möglichkeiten, die dies für das Elsass immer noch bedeutet.

Auch wenn die Verflechtungen und der Austausch am Oberrhein heute noch oder wieder bestehen, funktionieren sie nicht mehr in der gleichen Form, da sich Grenzen und Diskontinuitäten durchgesetzt haben und die gemeinsame Sprache auf beiden Seiten des Rheins den Elsässern durch die Finger rinnt.

### **Die andere Identität des Elsass ist eine historische.**

Die Geschichte des Elsass besteht aus Kontinuitäten und Brüchen. Fünf politisch-historische Brüche, die nicht ohne Spuren im Bewusstsein geblieben sind: 1648, Beginn der französischen Annexion; 1870, deutsche Annexion; 1918, Rückkehr zu Frankreich; 1940, deutsche Annexion und 1944/45, Rückkehr zu Frankreich. Generationen wurden durch nationale Antagonismen zerrissen, waren dazu verurteilt, heute dem zu dienen, was sie gestern verleugnen mussten, und umgekehrt, und mussten immer einen Teil von sich selbst verdrängen.

Das Elsass hat zwar eine Geschichte, aber kein Gedächtnis, da die Elsässer eigentlich nie die Gelegenheit hatten, ihre Geschichte und Kultur gemeinsam aufzuarbeiten und ein kollektives Gedächtnis zu entwickeln, vor allem weil ihre Geschichte und Kultur in den elsässischen Schulen nicht gelehrt werden und in den öffentlichen Medien, insbesondere den regionalen,

kaum präsent sind. Was dem Elsass am meisten fehlt, ist eine elsässische Erzählung, eine gemeinsame Erzählung über die Geschichte und Kultur des Elsass, die die elsässische Gesellschaft durchzieht.

### **Eine vierte Identität ist die sprachliche.**

Auch wenn die Sprache nicht die ganze Identität ist, gibt es dennoch keine kulturelle Identität ohne Sprache, da die Identität hauptsächlich durch die Sprache und das, was sie vermittelt, aufgebaut wird. Die Sprache ist nicht die ganze Identität. So kann die französische Identität nicht allein durch die französische Sprache definiert werden. Die Sprache verleiht eine sprachliche Identität. Was das Elsass betrifft, so ist die sprachliche Identität des Elsass aufgrund der - nicht nur historischen - Präsenz zweier Sprachen, der französischen und der deutschen (Standard- und Dialektsprache), zweisprachig.

Hinter den Sprachen des Elsass steht die Kultur. Daher tragen diese Sprachen zur kulturellen Identität bei, in diesem Fall zu einer zweisprachigen Kultur oder auch zu einer Doppelkultur. Kultur ist die Grundlage von allem, und wenn sie doppelt vorhanden ist, verdoppelt sie die Auswirkungen. Stellen wir uns am Rande die (ikonoklastische?) Frage, ob das Elsass und seine Kulturlandschaften dieselben wären, wenn dort nicht insbesondere Deutsch gesprochen und geschrieben würde. Um sich davon zu überzeugen, vergleichen wir sie mit denen zweier benachbarter Regionen, dem Land Baden und dem Département Vosges.

Die Frage ist nicht, ob die Elsässer auf ihre Zweisprachigkeit verzichtet haben. Es geht darum, ob alle Bedingungen erfüllt wurden, damit sie ihre Zweisprachigkeit voll ausleben können. Dies ist bei weitem nicht der Fall. Sprachen sterben nicht, es ist ihre soziale Praxis, die lebt oder nicht lebt. Haben Standarddeutsch und Dialektdeutsch in den letzten Jahrzehnten eine vollwertige soziale Existenz genossen? Haben sie einen normalen Gebrauch in der Schule, in den Medien, in der Verwaltung, in der Kultur, in der Wirtschaft gefunden oder wurde dieser Gebrauch eingeschränkt oder sogar ganz eingestellt? War das Sprachangebot nicht minimal oder in vielen Situationen gar nicht vorhanden? Wenn es kein Angebot gibt, gibt es folglich auch keine Nachfrage. Eine Sprache, die nicht gebraucht wird oder eingengt ist, wird nicht weitergegeben oder gelernt!

Der Einzelne, in der Regel das Kind, wählt seine Erstsprache nicht aus. Sie wird ihm durch die frühe, primäre und sekundäre Sozialisation aufgezwungen, d. h. durch das psycho- und soziolinguistische Umfeld, die Familie, die Schule und die Gesellschaft.

Eine Sprache existiert durch die Praxis, die ihre Benutzer aus ihr machen. Diese Praxis entspricht einem individuellen und sozialen Bedürfnis, einer Sprachnachfrage, und wird durch eine Funktionalität der Sprache, ein Sprachangebot, ausgeübt. Sprachnachfrage und Sprachangebot weisen verschiedene Aktionsbereiche auf, nämlich den volkssprachlichen Bereich (privat, familiär), den Verkehrsbereich (allgemeiner Gebrauch im sozialen und wirtschaftlichen Leben), den Bezugsbereich (offiziell, kulturell, schulisch und identitätsstiftend) und den religiösen Bereich (Liturgie). Diese Kriterien bestimmen das Zusammentreffen von Sprachnachfrage und -angebot, d. h. den Sprachenmarkt.

Um eine Bevölkerung zum Sprachwechsel zu bewegen, müssen mehrere Faktoren zusammenspielen: die Anzahl der Sprecher und die Funktionen der beherrschten Sprache verringern, ihre identitätsstiftende Funktion abwerten und eine Legitimation für diese Politik erhalten. Der Sprachwechsel kann durch einen Bruch (von einer Generation zur nächsten) oder kontinuierlich (durch einen langsamen Absorptionsprozess) erfolgen. Der Wandel

vollzieht sich umso schneller, je mehr sich die beiden Phänomene addieren. Dies ist im Elsass der Fall.

„Wenn umgekehrt eine bislang beherrschte Sprache in das Stadium der Amtssprache aufsteigt, erfährt sie eine Neubewertung, die eine tiefgreifende Veränderung der Beziehung bewirkt, die ihre Benutzer zu ihr haben“. Pierre Bourdieu in „Was Sprechen bedeutet“.

Damit die Regionalsprache (Standarddeutsch und Elsässerdeutsch) in der elsässischen Gesellschaft überleben kann, muss sie dort eine schulische, kulturelle, administrative, wirtschaftliche und soziale Existenz haben können (mit Ausnahme dessen, was wirklich hoheitlich sein muss<sup>20</sup>).

Dies ist eine *conditio sine qua non*. Alles andere wird nicht ausreichen. Die elsässische Gemeinschaft muss also eine dreifache Arbeit leisten: die Definition einer enthemmten Identitätsstrategie, die Erlangung der notwendigen Freiheiten - um etwas zu tun - und die Arbeit des Tuns. Es wäre bereits jetzt angebracht, die oben genannten Existenzen zu 30 % zu sichern. Diese Quote ist sowohl das Minimum, das notwendig ist, um ein kurzfristiges Überleben zu sichern, als auch die nützliche Grundlage für eine zukünftige Vollbeschäftigung.

Deutsch ist elsässisch, Elsässisch ist deutsch. Dieses Paradigma hat Generationen und Jahrhunderte überdauert. Ein Verzicht auf das Standarddeutsch zugunsten der Dialekte, die allein „die elsässische Sprache“ sind, wäre ein provinzieller Rückzug, ein Rückzug in die Isolation, der einer Öffnung gegenüber der gesamten deutschsprachigen Welt mit etwa 120 Millionen Sprechern in Europa schadet. Das ist nicht wenig. Das wäre so, als würde man in der Saintonge den Saintonguais-Dialekt spielen oder in Poitou das Poitevin, Oil-Dialekte, gegen den französischen Standard spielen.

Die Situation der deutschen Sprache im Elsass, Standardsprache und Dialekt, ist für alle, denen die Zweisprachigkeit am Herzen liegt, höchst alarmierend, in erster Linie, weil der Platz, der ihr in der elsässischen Gesellschaft vorbehalten ist, äußerst dünn ist. Wie viel Verantwortung tragen die Entscheidungsträger in dieser Situation? Zweifellos tragen sie den größten Anteil, sowohl die von gestern als auch die von heute. Die Forderungen der Öffentlichkeit wären nicht oder nicht stark genug gewesen, um sie zu einer umfassenden Aktion zur Verbesserung der Situation zu bewegen. Aber ist die öffentliche Meinung nicht das, was sie von ihr haben machen lassen?

Seit der Gründung der Europäischen Körperschaft Elsass wird eine Definition der elsässischen Regionalsprache in einem Gesetz der Republik erwähnt, nämlich in der : LOI n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace<sup>21</sup>, Art. L. 3431-4.- „Die Europäische Gemeinschaft Elsass richtet einen strategischen Ausschuss für den Unterricht der deutschen Sprache im Elsass in ihrer Standardform und ihren Dialektvarianten ein, dem das Rektorat und die betroffenen Gebietskörperschaften angehören und dessen Hauptaufgaben darin bestehen, eine Strategie zur Förderung der deutschen Sprache in ihrer Standardform und ihren Dialektvarianten zu definieren, ihren Unterricht zu bewerten und die Interaktion mit der öffentlichen Kultur- und Jugendpolitik zu fördern“.

---

<sup>20</sup> Wir sind noch nicht so weit, dass wir zum Beispiel fordern, dass die Befehle der französischen Armee auf Bretonisch, Baskisch ... Deutsch gegeben werden. Die Jakobiner können beruhigt sein.

<sup>21</sup> (Gesetz Nr. 2019-816 vom 2. August 2019 über die Zuständigkeiten der Europäischen Körperschaft Elsass),

### **Eine fünfte Identität ist kulturell.**

Die regionale Kultur ist im Elsass Kultur. Sie findet ihren Ausdruck insbesondere in der französischen Sprache, im Standarddeutsch oder im Dialektdeutsch. Sie ist eine zweisprachige Kultur, die aus der französischen, der deutschen und der eigentlichen elsässischen Kultur besteht. Sie ist zugleich eine und vielfältig.

Wenn man nämlich davon ausgeht, dass das Deutsche elsässisch ist, so wie das Elsässische deutsch ist, dann ist nicht nur Weckmann kulturell elsässisch, sondern auch Goethe, der hier Molière und Voltaire Gesellschaft leistet. Dadurch öffnet sich die so betrachtete elsässische Kultur dem französischen und dem deutschen Kulturuniversum, und nicht nur diesen. Gleichzeitig lebt sie von ihnen und trägt zu ihnen bei.

Die Kultur ist die Grundlage der Einheit des Elsass und zugleich seine greifbarste Originalität. Sie zeichnet sich im Wesentlichen durch ihre Intensität, ihre Tiefe und ihre Pluralität aus. Letztere hat ihren Ursprung in den aufeinanderfolgenden Beiträgen (französische, deutsche, spezifisch elsässische und andere), die heute auf vielerlei Weise miteinander verschmelzen und die elsässische Kultur bilden. Daher kann das Elsass als ein Land des Austauschs und der Synthese beschrieben werden.

Die Dinge waren und sind jedoch nicht immer einfach. Die politischen und nationalistischen Brüche und Auseinandersetzungen, die derzeitige Erosion ganzer Bereiche der elsässischen Kultur und der damit einhergehende Verlust von Orientierungspunkten sind nicht ohne Fragen, Zweifel und Unbehagen.

### **Eine sechste Identität des Elsass ist die wirtschaftliche.**

Wenn das Elsass (noch) eine starke sprachliche und kulturelle Identität hat, so hat es auch eine starke wirtschaftliche Identität. Und beide stehen in starker Wechselbeziehung zueinander und bereichern sich (noch) gegenseitig. Das Elsass ist eine Tochter der Geschichte, doch die Geschichte hat das Elsass lange Zeit zu einem politischen und wirtschaftlichen Glacis gemacht. Heute - und das ist ein bisschen wie eine historische Wiedergutmachung, wie eine aktive Emanzipation von den Lasten der Geschichte, auf jeden Fall ist es lebensnotwendig - zwingt die Geografie dem Elsass und seiner Wirtschaft eine Logik und Dynamik der internationalen Öffnung auf, mit einer Priorität für das Rheinbecken.

Die europäische Integration hat dem Elsass und seiner Wirtschaft einen großen Aufschwung beschert. Im Laufe der Jahrzehnte hat sich das Elsass zu einer Region entwickelt, deren Wirtschaft sehr offen ist, insbesondere gegenüber dem Rheinbecken, dem eigentlichen wirtschaftlichen Rückgrat Europas, aber auch gegenüber dem Rest der Welt. Und die Welt von morgen wird denjenigen gehören, die zwei- und mehrsprachig sind. Eine gut ausgebaute französisch-deutsche Zweisprachigkeit öffnet den Zugang zu allen romanischen Sprachen und zu allen germanischen Sprachen. Sie war einer der Schlüssel zur Wirtschaftsleistung und wird es auch in Zukunft sein, wenn man ihr zum Wohle des Elsass ... und ganz Frankreichs die nötige Aufmerksamkeit schenken will.

### **Eine siebente Identität ist psychologisch.**

Das Jahr 1940 markiert zweifellos den tiefsten Bruch in der elsässischen Psyche. Der Nationalsozialismus wird im Elsass eingeführt. Und die deutschen Besatzer werden nichts von Demokratie und Menschenrechten, aber auch nichts von den französischen Elementen der elsässischen Identität halten. Die Annexion durch ein – gelinde gesagt – schlechtes Deutschland und die Zwangseingliederung werden zu einer wahren Identitätskatastrophe

führen. Sie werden einen übersteigerten Anti-Germanismus und die Ablehnung/Verdrängung eines Teils der elsässischen Identität, des deutschen Anteils, hervorrufen.

Wenn das Elsass von Nazi-Deutschland annektiert wurde, wenn diese Annexion ein echtes Trauma verursacht hat und wenn das Posttrauma darin bestand, jeglichen deutschen Charakter des Elsass abzulehnen, ist dann nicht die Zeit der Resilienz gekommen, d. h. die Zeit des „Werde, der du bist“, des Werdens, wer du sein kannst, des Sich-Befreiens von deinen Hemmungen und Unterdrückungen, ist sie nicht gekommen, muss sie nicht in der Stunde der deutsch-französischen Versöhnung kommen?

Das Elsass ist nicht Opfer der deutschen Sprache, d. h. eines Teils von sich selbst, geworden. Es war ein Opfer des Nationalsozialismus. Das ist nicht das Gleiche. Das Elsass hat sich lange Zeit von der deutschen Sprache und der deutschen Kultur ernährt. Es hat sogar einen wichtigen Beitrag dazu geleistet<sup>22</sup>.

Das Elsass, das sind auch die Schmerzen der Vergangenheit, die sich in Unausgesprochenes verwandeln, diese stillen Meister, die zur unbewussten Reproduktion alter und anachronistischer Schemata drängen, oder wenn die Enkelkinder insbesondere im Anti-Germanismus ihrer Großeltern eingeschlossen bleiben oder ihn sogar noch verschärfen.

Die Bedrängnisse (épreuves) haben die Elsässerinnen und Elsässer verwundbar gemacht, aber die Bedrängnisse sind (sollten) nur ein Durchgang sein. Die kommenden Taten werden uns zeigen, ob sie resilient geworden sind und die deutsche Sprache als ein starkes Element ihrer Identität voll und ganz rehabilitieren werden, ob sie die Augen für die hohe soziale, kulturelle und wirtschaftliche Effizienz der deutsch-französischen Zweisprachigkeit öffnen werden und ob sie diese wieder zu einem kollektiven Gut machen werden.

Eine geteilte und damit kollektive Identität, mit anderen Worten ein gewolltes und konstruiertes gemeinsames Handeln und Leben und der Besitz eines dauerhaften Beziehungsnetzes, das dadurch begründet wird, stellt ein echtes Sozialkapital dar. Je stärker die kollektive Identität ist, desto stärker ist das Sozialkapital und desto stärker ist seine Möglichkeit, das wirtschaftliche und kulturelle Gemeingut zu vermehren.

Die Dynamik von Menschen und Gesellschaften wird direkt von ihrem Identitätsgefühl bestimmt. Die Anerkennung der Vielfalt ist ein starker Motor für die Entwicklung von Individuen und Gesellschaften, da sie den Wunsch weckt, sich zu unterscheiden, und die Kraft gibt, dies zu erreichen.

---

<sup>22</sup> Der Anteil des Elsass an der Entstehung und Entwicklung der deutschen Sprache und Kultur war von größter Bedeutung: das erste Gedicht im Jahr 870 (Das Evangelienbuch: Otfried), der erste Fabulist 1180 (Gleissner), das Meisterwerk des Minnesangs um 1210 (Tristan und Isolde : Gottfried von Straßburg), die erste Urkunde 1251 (erstes Verwaltungsdokument in Lautenbach), die ersten Chroniken 1362 (Fritsche Clossener und Twinger von Königshofen), das erste Kinderbuch 1435 (Das heilige Namenbuch: Dankrotzheim), die erste gedruckte Bibel 1466 (Johannes Mentelin), das meistgelesene Buch Europas vor der Lutherbibel 1494 (Das Narrenschiff : Sebastian Brant), das erste Buch über medizinische Wissenschaften 1497 (Hieronymus Brunschwig), die erste medizinische Enzyklopädie 1518 (Spiegel der Arznei: Fries), das erste Schwankbuch 1519 (Johannes Pauli), der erste Roman um 1557 (Der Goldfaden : Jörg Wickram), die erste Messe 1524 in Straßburg, ein Jahr vor Wittenberg, der erste Vitruvius, ein Buch über Architektur 1548 (Vitruvius Teutsch: Riff), das erste Grammatikbuch 1573 (Ölingen), der erste Sonettzyklus 1575 (Johann Fischart), das erste Tagebuch 1605 (Relation: Carolus) z. B. in deutscher Sprache sind elsässisch.

Die Identität des Elsass ist zwar eine französische Identität, doch seine Zukunft hängt dennoch von einer französischen Identität ab, die seine so genannten regionalen Identitäten viel stärker anerkennen würde. Mit anderen Worten: durch eine französische Identität, die auf dem Prinzip der Einheit in der Vielfalt aufbaut, besser noch durch eine Identität, die durch die Aufwertung ihrer Unterschiede vereint und bereichert wird. Andernfalls wird sich der Verfall der elsässischen kulturellen Identität fortsetzen und das Elsass wird schließlich vollständig der Eindimensionalität der französischen Identität angeglichen, d. h. es wird als Unterscheidungsmerkmal verschwunden sein.

Frankreich ist so gestrickt, dass es dazu aufruft, die sogenannten Regionalsprachen auf dem Altar der Vereinigung in der Uniformität zu opfern. Entweder man nimmt daran Anstoß und fordert eine Überprüfung der Konzepte, die diesem Zustand zugrunde liegen, oder man findet sich damit ab. Aber damit zu leben reicht nur aus, um am Rande zu agieren und wahrscheinlich nicht einmal, um das Bestehende an Kenntnissen und Praxis der Regionalsprachen Frankreichs zu erhalten.

Wenn man vom Elsass spricht, spricht man von Frankreich und noch mehr von Europa. Alles, was in Europa getan wurde, wurde auch im Elsass getan. Das Elsass ist ein Konzentrat Europas, seines Glücks und seines Unglücks. Und wie Europa ist auch das Elsass eins und vielfältig. Das gilt auch für Frankreich. Eine seiner Vielfältigkeiten trägt den Namen Elsass. Frankreich muss sie noch vollständig anerkennen und das Elsass muss in der Lage sein, sie vollständig zu leben. Dazu braucht es – Plus d'Alsace –, d. h. mehr Befugnisse und Mittel und somit die Möglichkeit, durch eine vollwertige Institution zu existieren. Das Plus d'Alsace wird dann ein echter Gewinn für die Elsässer und für Frankreich sein.

Das Elsass befindet sich an einem Scheideweg. Entweder wird es in Zukunft über die Befugnisse und Mittel verfügen, die es ihm ermöglichen, seine Eigenheiten zu definieren und zu verwalten und gleichzeitig mit anderen das Gemeinsame zu definieren und zu verwalten, oder es wird in den Mülleimern der Geschichte verschwinden, da es sich an der jakobinischen Uniformität orientiert, die das Gleiche und nicht das Unterschiedliche vereinen will und dabei geschichtsneutrale Gebietskörperschaften ohne Identität und ohne wirkliche Macht schafft, die alle die gleichen oder fast die gleichen Eigenschaften haben<sup>23</sup>.

Frankreich hat im Elsass nie eine Politik betrieben, die den Herausforderungen gerecht wurde, da es vom Egalitarismus besessen und in seinem Zentralismus gefangen ist, und das Elsass hat nie über die Befugnisse und Mittel verfügt, um dies zu tun. Wird das Elsass in Zukunft die Wahl haben zwischen einerseits der Normalisierung, d. h. der jakobinischen Angleichung an das Undifferenzierte, und andererseits der Differenzierung, d. h. der girondistischen Ausübung von Kompetenzen und besonderen Ausnahmeregelungen? Nichts ist weniger sicher!

### **Eine achte Identität ist die politische.**

Diese umfasst zwei Aspekte, den institutionellen und den der politischen Klasse. Von den Proselyten des „Grand Est“<sup>24</sup> müssen wir immer wieder Dinge voller Arroganz hören. Zum Beispiel: Die Identität des Elsass sei seit seiner Fusion zum Grand Est in keiner Weise bedroht. Gewiss, wenn das Elsass nur ein Wort ist, scheint seine Existenz nicht bedroht zu sein. Aber ist das Elsass nicht mehr als das?

<sup>23</sup> In Neukaledonien, Französisch-Polynesien, den Antillen, Korsika, Paris... gibt es in der Tat Sonderstatuten.

<sup>24</sup> Es handelt sich um die Region, die 2016 durch die Fusion der ehemaligen Regionen Elsass, Champagne-Ardennes, Lothringen geschaffen wurde.

Von prominenten Mitgliedern der elsässischen Politikerklasse haben wir schon manch zurückhaltendes Wort gehört. Die Frage nach der Rückkehr zu einer elsässischen Region sei keine Identitätsfrage. Man erschrickt vor dem Namen, dabei konnte das Elsass gerade wegen der Missachtung seiner Identität so leicht in den Grand Est fusioniert werden<sup>25</sup>.

Man löst nur das gut, was klar formuliert ist. Was die Elsässer an der aktuellen Situation in erster Linie beklagen, ist, dass sie nicht mehr als solche anerkannt werden, und zwar durch eine vollwertige elsässische politische Institution, obwohl sie immer gute Kinder der Republik waren. Sie haben sehr gut verstanden, dass eine Region, deren Identität nicht anerkannt wird, leicht aufgelöst werden kann, und dass eine wiedergewonnene Region Elsass kaum mehr Befugnisse und Mittel hätte als die aufgelöste Region und als der Grand Est.

Für sie geht es also in erster Linie um die Frage der Identität. Um ihrer Forderung nachzukommen, muss eine doppelte Forderung aufgestellt werden. Die Forderung nach der Anerkennung einer Identität und die Forderung nach Befugnissen und Mitteln, um diese Identität aufzubauen. Das eine kann nicht ohne das andere erfüllt werden. Beide sind miteinander verbunden. Dies erfordert den Erhalt einer echten CSP<sup>26</sup> und das Verlassen des derzeitigen „departementalen“ Rahmens der CeA<sup>27</sup>.

Wir profitieren davon, wenn wir die Dinge so benennen, wie sie sind und wie sie sein sollten. Das Elsass befindet sich an einem Scheideweg. Entweder wird es in Zukunft über die Befugnisse und Mittel verfügen, die es ihm ermöglichen, das Eigene zu definieren und zu verwalten und gleichzeitig mit anderen das Gemeinsame zu definieren und zu verwalten, oder es wird in den Verliesen der Geschichte verschwinden, da es sich an der jakobinischen Uniformität orientiert, die das Gleiche und nicht das Unterschiedliche vereinen will und dabei geschichtsneutrale „Gebiete“ ohne Identität und ohne wirkliche Macht schafft, die alle die gleichen oder fast die gleichen Eigenschaften haben.

Wir sind für unsere Zukunft verantwortlich, eine Zukunft, die durch eine starke Verankerung der elsässischen Identität in der französischen Identität und durch eine nicht weniger starke elsässische Widerstandsfähigkeit gekennzeichnet ist.

Frankreich hat nichts zu gewinnen, wenn es die Vielfalt in jakobinischer Uniformität auflöst. Hingegen hat es viel zu gewinnen, wenn es sie anerkennt und wertschätzt. Die Vielfalt bringt andere Perspektiven und andere Ideen mit sich. Die Zusammenführung von unterschiedlichen Horizonten, Kulturen und Erfahrungen fördert Kreativität und Innovation in hohem Maße und bereichert die Union.

---

<sup>25</sup> Das Denkmuster, das zur Gebietsreform von 2015 führte, wurde von Frau Lebranchu, der damaligen Ministerin für Gebietskörperschaften, zusammengefasst. In Frankreich, so sagte sie, sei die Region „ein institutionelles Instrument, kein Instrument der kulturellen oder historischen Anerkennung“. Da die Region Elsass in ihrer Identität nicht anerkannt wurde, war es ein Leichtes, sie verschwinden zu lassen.

<sup>26</sup> Collectivité à statut particulier : Gebietskörperschaft mit Sonderstatus.

<sup>27</sup> Collectivité européenne d'Alsace : Europäische Gebietskörperschaft Elsass.

## Anhang 1

### Einige Daten aus der Geschichte des Elsass

Hallstatt und La Tène: Proto-Kelten und Kelten.

70 v. Chr.: erste Germanen im Elsass.

58 v. Chr.: Rom (römisches Reich) am Rhein.

406 n. Chr.: massive Einwanderung der Germanen. Die Alemannen lassen sich nieder. Rom gibt den Rhein auf.

640-740: Herzogtum Elsass.

9. Jahrhundert: Grafschaften *Nordgau* und *Sundgau*.

843: Vertrag von Verdun (Aufteilung des Reiches Karls des Großen in Westfrankenreich, Lotharingen mit dem Elsass und Ostfrankenreich).

870: Vertrag von Meerssen; das Elsass wird Teil des Reiches Ludwigs des Deutschen.

12. Jahrhundert: Landgrafschaften Ober- und Unterelsass.

1354: Gründung der Dekapolis.

16. Jahrhundert: Versammlungen der elsässischen Stände (*Landstände*).

1648: Westfälischer Frieden, Beginn der Annexion des Elsass durch Frankreich.

1678: Ende der Dekapolis.

1680: Die Fürsten und Herren mit Besitz im Elsass müssen dem König von Frankreich die Treue schwören, ihre Besitztümer fallen an die Krone.

1681: Straßburg wird von Frankreich annektiert.

1697: Vertrag von Ryswick<sup>28</sup>. Die Grenze wird an den Rhein verlegt.

1793: Die Grafschaft Sarrewerden (Hügeliges Elsass) wird von Frankreich annektiert.

1798: Mulhouse wird „mit Frankreich vereinigt“.

18. Jahrhundert: Gründung einer Provinz Elsass.

1790: Gründung der Departements Haut-Rhin und Bas-Rhin.

1870/71: Das Elsass und ein Teil der Moselle werden an Deutschland abgetreten. Gründung des Reichslandes.

1874: Gründung des *Landesausschusses* (Delegation von Elsass-Lothringen), Autonomie im Rahmen des Reichslandes...

1911: Eine Verfassung für das Reichsland, Gründung des *Landtags* (Parlament von Elsass-Lothringen)...

1918: Rückkehr zu Frankreich, Autonomie im Rahmen der Republik...

1940: De facto-Anschluss (*Anschluss*) durch Nazi-Deutschland...

1944/45: Befreiung und Rückkehr zu Frankreich

---

<sup>28</sup> Im Heiligen Römischen Reich als Rissweck bezeichnet (wegreißen).

## Anhang 2

### **Verlauf der Ablehnung der elsässischen Germanophonie und damit der kollektiven französisch-deutschen Zweisprachigkeit (Standard und Dialekt)**

Bei seinem Einzug ins Elsass im Jahr 1648<sup>29</sup> traf Frankreich dort auf eine Bevölkerung, die nicht nur hochgebildet war, sondern auch deutsche Sprache und Kultur besaß. Die deutsche Sprache wurde in der Tat auf allen Ebenen der Gesellschaft gesprochen und das Elsass nahm voll und ganz an der deutschen Kultur teil. Es hat sogar wichtige Beiträge dazu geleistet.

Während sich die Monarchie in anderen Ländern des Königreichs eher entgegenkommend gegenüber den dort gebräuchlichen Sprachen und der kulturellen Vielfalt gezeigt hatte, war dies im Elsass nicht der Fall, wo die Elite noch nicht französisiert war und auch nicht der französischen Kultur angehörte, zumindest nicht ausschließlich, also zum Zeitpunkt der Annexion einer fremden Kultur angehörte, noch dazu derjenigen des Feindes<sup>30</sup>.

Frankreich beeilte sich nicht nur, die Anwendung der Verordnung von Villers-Cotterêts<sup>31</sup> einzuführen, sondern bereits 1685 sprach der Staatsrat ein Verbot der deutschen Sprache „in Verfahren, Urkunden, Verträgen und sonstigen Ausfertigungen ... bei Strafe der Nichtigkeit ... und von 500 Livres Geldbuße“ aus. Auch wenn es ihr darum geht, die institutionellen Bande zwischen den beiden Rheinufern zu zerreißen, geht es ihr auch und vor allem darum, einen Kulturwandel zugunsten der französischen Kultur herbeizuführen<sup>32</sup>.

Die schlimmsten Bedrohungen für die deutsche Sprache und Kultur traten während der Revolution zur Zeit der Schreckensherrschaft auf. In der Folgezeit werden sie abgeschwächt.

Die Einführung des Französischen in den Grundschulen beginnt 1833 als Fach, wobei der Unterricht wie seit jeher auf Deutsch fortgesetzt wird. Im Jahr 1853 wurde Französisch zur Unterrichtssprache, während Deutsch weiterhin 35 Minuten pro Tag unterrichtet wurde.

Während der Zeit des Reichslandes von 1871 bis 1918 wurde die deutsche Sprache gefördert, ohne dass die französische Sprache<sup>33</sup> dabei verdrängt wurde. Die sozialen Klassen, die sie vor 1870 verwendet hatten, verwendeten sie auch während dieser Zeit weiter, so dass die Synthese zwischen der altdeutschen<sup>34</sup> und der elsässischen „Bourgeoisie“ nicht wirklich gelang. Eine Doppelkultur etabliert sich und trägt schöne Früchte.

1920 wurde Deutsch aus den Schulen dieser Dörfer verbannt und im restlichen Elsass wurde es ab der dritten Klasse der Grundschule drei Wochenstunden lang gelehrt. Ab 1927 wird es

---

<sup>29</sup> Eine Eroberung des Königs in Deutschland (Westfälische Verträge).

<sup>30</sup> Übrigens und wahrscheinlich aus denselben Gründen zu diesem Zeitpunkt auch nicht in Flandern und im Roussillon und später auch nicht in Korsika und der Grafschaft Nizza ... wo wie im Elsass die Elite zum Zeitpunkt der Annexion noch nicht französisiert war und weder der französischen Kultur angehörte.

<sup>31</sup> D. h. die Verwendung der französischen Sprache in Rechtsangelegenheiten, die später auf die Verwaltung ausgeweitet wurde.

<sup>32</sup> „Da es eine Folge davon ist, die Völker der Länder, die dem König durch den Vertrag von Münster abgetreten wurden, an unsere Sitten und Gebräuche zu gewöhnen, gibt es nichts, was mehr dazu beitragen kann, als wenn die Kinder die französische Sprache lernen...“: (Colbert Charles, Marquis de Croissy, 1666).

<sup>33</sup> Es sei darauf hingewiesen, dass diese Sprache in den romanischsprachigen Dörfern der Täler weiterhin als Erstsprache gelehrt wird.

<sup>34</sup> Vieux-allemands, so werden die im Elsass angesiedelten Deutschen vom anderen Ufer genannt.

mit der gleichen Stundenzahl ab dem zweiten Halbjahr der zweiten Klasse unterrichtet. Im „Certificat d'études“<sup>35</sup> wird er zum Pflichtfach. In einer Instruktion an die Inspektoren äußert der Rektor Christian Pfister jedoch die Hoffnung, dass „... diese (die Kinder), wenn sie groß geworden sind, mit ihren Kindern Französisch sprechen und mit ihnen in dieser Sprache korrespondieren werden“.

1940 wurde das Elsass de facto dem Dritten Reich angegliedert. Die französische Sprache wird strengstens verboten. Diese Annexion, eigentlich ein Anschluss, verursachte ein echtes Trauma, das viele Elsässer dazu veranlasste, den deutschen Teil ihrer Identität zu verleugnen.

Dieses psychosozialistische Phänomen wurde 1945 von schweren Sprachverboten gegen die deutsche Standardsprache begleitet. Diese 1945 ausgesprochenen Verbote - Schulverbote<sup>36</sup>, Medienverbote<sup>37</sup> und Kulturverbote - stellten einen immensen Schaden für die elsässische sprachliche Identität und eine psychologische Gewalt dar, die den Elsässerinnen und Elsässern angetan wurde.

Es gab keine Rechtfertigung dafür, die Dinge anders auszurichten als vor 1940<sup>38</sup>, außer dem unausgesprochenen Willen, die Weichen für eine Angleichung an die Einsprachigkeit<sup>39</sup> zu stellen, die anderswo in Frankreich bereits fest etabliert war, und eine elsässische Ausnahme abzuschaffen.

Trotz lobenswerter Maßnahmen, die seit 1972<sup>40</sup> zugunsten der elsässischen Regionalsprache ergriffen wurden, reichten diese bei weitem nicht aus, um mehr Sprecher zu gewinnen und das Ruder herumzureißen. Es fehlte:

- in erster Linie ein Ansatz zur Aufwertung der Zweisprachigkeit und ein Diskurs der Positivierung gegenüber der seit 1945 installierten Verdrängung;
- eine Debatte, die eine kollektive Arbeit an der elsässischen Identität ermöglicht hätte ;
- ein allgemeiner Unterricht in der Sprache, sowohl in der Standardsprache als auch im Dialekt, in der politischen, sprachlichen und kulturellen Geschichte des Elsass ;
- eine echte Präsenz in den öffentlichen Medien.

Schließlich fehlte es an einer offiziellen Anerkennung<sup>41</sup> und Praxis der Sprache<sup>42</sup>, die zu einer tiefgreifenden Veränderung der Beziehung geführt hätte, die ihre Benutzer zu ihr unterhalten.

---

<sup>35</sup> Zu beachten ist, dass der Religionsunterricht auf Deutsch stattfindet (4 Stunden/Woche). „Certificat d'études“ = Grundschulabschluss.

<sup>36</sup> Rektoraler Erlass von 1945, mit dem der Deutschunterricht -vorläufig- abgeschafft wird. Damit wird die Regelung von 1927 aufgehoben. Gleichzeitig muss der Religionsunterricht auf Französisch abgehalten werden.

<sup>37</sup> Verordnung vom 13. September 1945.

<sup>38</sup> Dies wurde im Mai 1947 vom Generalrat des Bas-Rhin bestätigt, der die Wiedereinführung des Deutschunterrichts in den elsässischen Grundschulen mit Rückkehr zu der 1939 geltenden Regelung (insbesondere Unterrichtspflicht und Pflichtprüfung im Abschlusszeugnis) forderte.

<sup>39</sup> Das Ziel dieser Verbote bestand offensichtlich darin, in absehbarer Zeit eine elsässische Ausnahme zu beenden, in der die französische Sprache vor 1940 nicht das sprachliche und kulturelle Monopol genoss, das im Rest des Landes galt, und auch den Zugang zu einer anderen großen Sprache und einer anderen großen Kultur als der französischen, nämlich der deutschen, zu ermöglichen. Sobald dies erreicht war, sollte der deutsche Standard in den Augen der Elsässer wie eine Fremdsprache und die deutsche Kultur wie eine *terra incognita* erscheinen. In diesem Schema waren die elsässischen Dialekte, sobald sie von der Sprache und der Kultur, an denen sie teilhatten, abgekoppelt waren, zu einer zunächst qualitativen, dann quantitativen Verarmung und zu einer „Patoitisierung“ und damit zur Unbrauchbarkeit und schließlich zur Unbrauchbarkeit verurteilt.

<sup>40</sup> Vor allem in der Schule mit der Einführung der Holderith-Methode zu diesem Zeitpunkt und dann mit den Empfehlungen der Deyon-Rundschreiben von 1982 und 1985.

<sup>41</sup> Durch ein Gesetz, das eine Ko-Offizialität mit der französischen Sprache für alles, was die oben erwähnte soziale Existenz betrifft, festschreiben würde.

Es ist allgemein anerkannt, dass eine Sprache, die in einem bestimmten Raum überleben will, dort eine soziale Existenz haben muss, d. h. in den Bereichen Schule, Medien, Kultur, Verwaltung, Wirtschaft, Kultur usw., und zwar mit einem Beschäftigungsanteil von 30 %. Diese Stufe stellt das Niveau der kollektiven Zweisprachigkeit dar, das für das Fortbestehen der Regionalsprache erforderlich ist, und ist die notwendige Grundlage für eine breitere Entwicklung in der Zukunft, gewissermaßen ein Fundament.

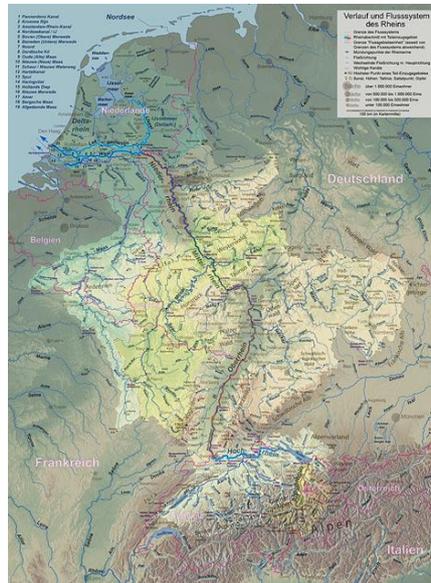
Davon sind wir im Elsass sehr weit entfernt. Daher befinden wir uns heute auf einem linguistischen und kulturellen Trümmerfeld. Sind die Jakobiner dazu verurteilt, immer zu gewinnen? Das Unrecht zu erkennen, bedeutet, mit der Wiedergutmachung zu beginnen. Das Unrecht zu kennen und es nicht wiedergutmachen zu wollen, bedeutet, darauf zu beharren.

---

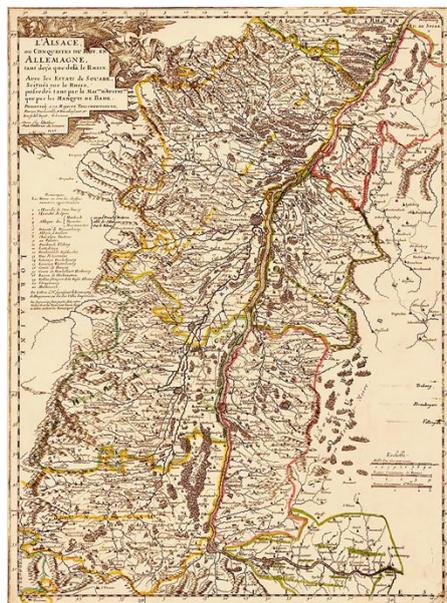
<sup>42</sup> Eine diskursive Verwendung durch die politische und herrschende Klasse im Allgemeinen.

**Toute l'Alsace en deux cartes**  
**Continuités et ruptures, Conjonctions et dissociations,**

***Das gesamte Elsass auf zwei Karten***  
***Verbindungen und Trennungen, Kontinuitäten und Brüche***

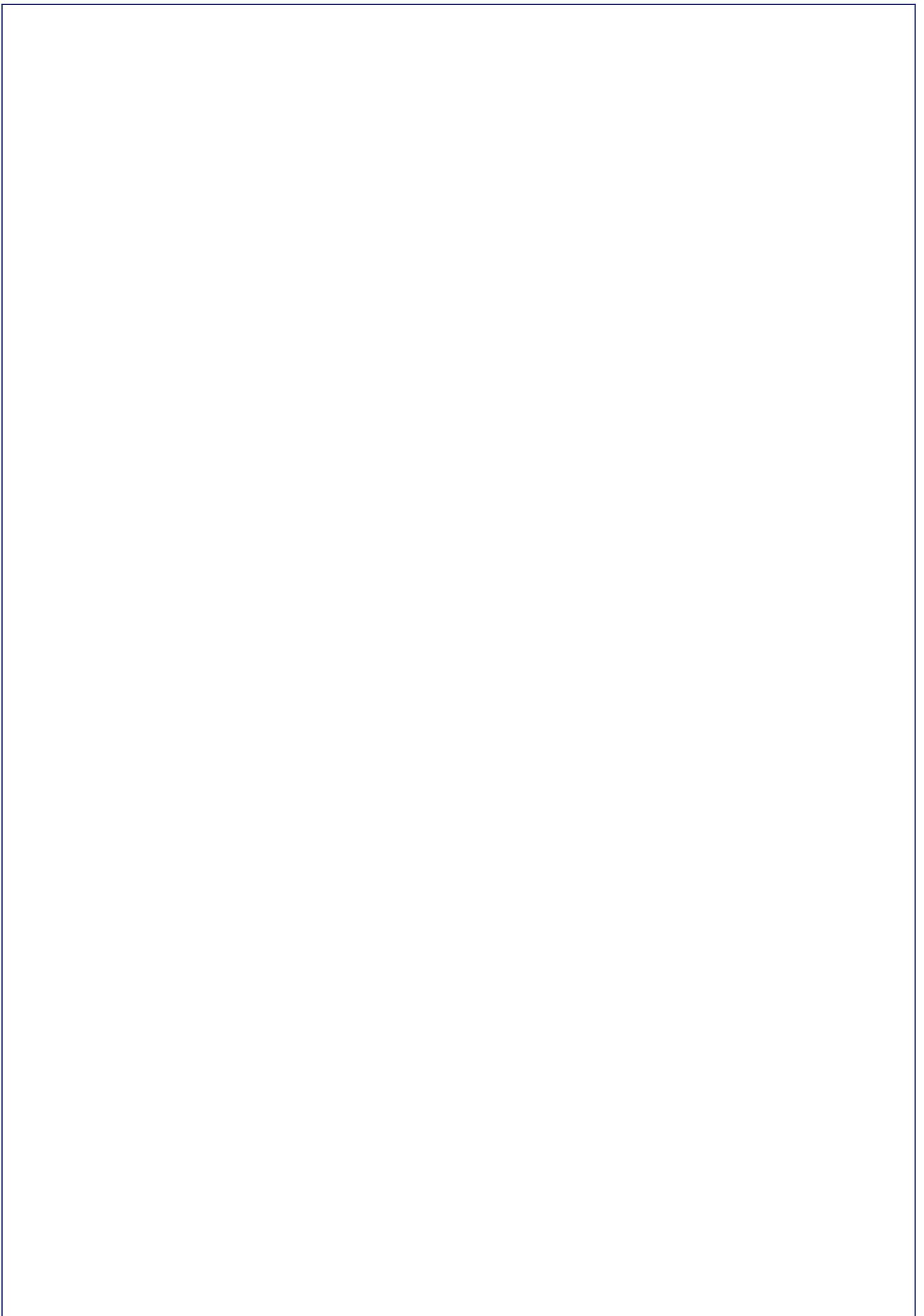


**L'Alsace, une forte donnée géographique**  
***Das Elsass, eine starke geografische Gegebenheit***



**L'Alsace, ou les conquêtes du roi en Allemagne, carte datée de 1666**  
***Das Elsass, Eroberungen des Königs in Deutschland, Karte aus dem Jahr 1666***

<sup>43</sup> Das Elsass, Eroberungen des Königs in Deutschland, Karte aus dem Jahr 1666



La fédération Alsace bilingue-Verband zweisprachiges Elsass peut déployer son action grâce aux cotisations de ses membres et au soutien financier qu'elle perçoit de la Collectivité européenne d'Alsace et de la Ville de Strasbourg.



Pour adhérer en tant qu'association, demander le bulletin d'adhésion à : [president.fab-vze@orange.fr](mailto:president.fab-vze@orange.fr)

---

**La fédération regroupe 24 associations qui travaillent à la promotion de la langue et de la culture régionales et, par elles, plusieurs milliers de membres.**

**Alemaniac, ABCM, AJFE, APEPA, CCA, C'Europe, CPA, CUBI, d'Kinderstub, Eltern Alsace, Elsäss Üssbildung, FEC, FILAL, Heimetsproch un Tràdition, ICA, Misela, Life Valley, OMA, Regioschule, Schick'Lothringen, Schick'Süd, Schwalmela, Sprochrenner, Unsri Gschicht.**

*Der Verband vereint 24 Vereine, die sich für die Förderung der regionalen Sprache und Kultur einsetzen, und über sie mehrere tausend Mitglieder.*

**Fédération Alsace bilingue-Verband zweisprachiges Elsass**

11 rue Mittlerweg 68025 Colmar Cedex

Téléphone du siège : 0033 3 89 20 46 87 ; téléphone du président : 0033 6 82 94 09 99

[www.fab.alsace](http://www.fab.alsace) / [president.fab-vze@orange.fr](mailto:president.fab-vze@orange.fr)

RIB : 10278 01251 00020236001 50

IBAN : FR76 1027 8012 5100 0202 3600 150

BIC : CMCIFR2A

